

Transferts fédéraux au Québec et aux provinces;

### «L'ARGENT DORT DANS LES COFFRES DU FÉDÉRAL, ALORS QUE LES BESOINS SONT IMMENSES»...

- STÉPHANE BERGERON

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 16 juin 2020 – Le 16 juin dernier, le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a profité de l'une des dernières séances «hybrides» (virtuelle et *in situ*) de la Chambre des communes, pour exiger que le gouvernement fédéral verse au Québec, sans condition, les sommes qui lui sont dues.

«Le gouvernement a promis au Québec et aux provinces 14 milliards de dollars, mais en transferts ciblés. Or, non seulement est-ce bien peu en regard aux dépenses considérables engagées pour faire face à la présente crise, mais le Québec et les provinces veulent que ces sommes soient transférées sans condition de même qu'une vraie discussion sur une hausse pérenne des transferts en santé. Il faut que le fédéral, qui ne gère aucun hôpital, ni aucun centre de soins de longue durée, cesse de jouer aux gérants d'estrade et qu'il transfère l'argent aux seuls gouvernements compétents en matière de santé: celui du Québec et des provinces! Va-t-il le faire sans tarder et sans chipoter?», s'est d'abord interrogé M. Bergeron.

«Lorsque le fédéral veut imposer des conditions, c'est toujours plus long! On le voit avec le logement social, pour lequel le Québec n'a pas reçu un sou du 1.4 milliard de dollars qui lui est dû. On le voit aussi avec certains fonds d'infrastructure, notamment pour le transport collectif, ainsi que pour les réseaux et de traitements des eaux. La crise sanitaire, c'est maintenant! Les besoins, c'est maintenant! La nécessaire relance de notre économie, c'est maintenant! Le fédéral va-t-il enfin transférer ces sommes sans taponner et sans faire de chichi?», a renchéri le député de Montarville.

Devant les réponses lénifiantes des membres du gouvernement, qui cherchaient à endormir sa vigilance en parlant de collaboration et de discussions qui n'aboutissent manifestement pas, M. Bergeron est revenu à la charge: «On ne veut pas de chicane, on veut qu'ils versent l'argent, qui dort présentement dans les coffres du fédéral. On est à l'orée du mois de juillet. On perd des mois précieux pour la construction. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour verser l'argent, de telle sorte de faire rouler notre économie?»

«L'argent est dû, n'est pas versé et les mois passent pendant que la construction ne se fait pas. On a pourtant besoin de relancer l'économie. On a besoin de souplesse, au niveau du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), pour permettre aux municipalités d'entreprendre des travaux pour des hôtels de ville, des centres communautaires, des casernes, etc. On a besoin que le gouvernement fédéral participe au financement des opérations du transport en commun, parce que c'est devenu un véritable gouffre financier en raison de la baisse d'achalandage. Qu'attend le gouvernement fédéral pour véritablement aider plutôt que de simplement parler?», a une nouvelle fois demandé Stéphane Bergeron, sans pour autant, cette fois encore, obtenir la moindre réponse satisfaisante.

– 30 –

**Source:** Pascale Guilbault, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ [pascale.guilbault.349@parl.gc.ca](mailto:pascale.guilbault.349@parl.gc.ca)

☎ 450 922-BLOC (2562)